



**ANALYSE CONJONCTURELLE
ET STRUCTURELLE
ECONOMIQUE LOCALISÉE
(ACSEL)**

pour

la CER Picardie

Janvier 2009



SOMMAIRE

1) PRÉSENTATION ET MÉTHODOLOGIE.....	2
1.1. PRÉSENTATION DE LA BANQUE DE FRANCE	2
1.2. MÉTHODOLOGIE.....	2
Avertissement méthodologique général concernant ACSEL	2
Avertissement méthodologique concernant la prestation ACSEL commandée par la C.E.R. Picardie.....	2
Représentativité de l'échantillon.....	3
1.3. DÉFINITION DES AGRÉGATS	3
2) SITUATION FINANCIERE DES ENTREPRISES DE LA CONSTRUCTION EN PICARDIE - PÉRIODE 2005-2007	5
2.1. CONSTRUCTION (BÂTIMENT & TRAVAUX PUBLICS)	5
Analyse des résultats	5
Analyse des structures financières.....	6
Indicateurs d'activité par secteur en 2006 et 2007.....	7
Indicateurs de performance et de bilan par type d'activité en 2007.....	7
Comparaison des performances des entreprises du BTP et de l'industrie en Picardie	8
2.2. CONSTRUCTION DE BÂTIMENTS	9
Analyse des résultats	9
Analyse des structures financières.....	10
2.3. TRAVAUX DE CONSTRUCTION SPÉCIALISÉS.....	11
Analyse des résultats	11
Analyse des structures financières.....	12
2.4. GÉNIE CIVIL	13
Analyse des résultats	13
Analyse des structures financières.....	14

1) Présentation et méthodologie

1.1. Présentation de la Banque de France

Intégrée au Système Européen de Banque Centrale, la Banque de France participe à l'élaboration de la politique monétaire de la zone et assure sa mise en œuvre dans notre pays. Elle assume par ailleurs, au plan national, de nombreuses fonctions dont certaines lui ont été confiées par le législateur, comme c'est le cas pour la gestion des secrétariats des commissions de surendettement des ménages.

L'exercice des différents métiers de la Banque confère aux responsables de succursales une expertise poussée en matière économique et financière, assise sur les nombreux contacts entretenus avec les responsables administratifs, économiques, bancaires et financiers d'une zone territoriale donnée (région, département, commune, ...) et confortée par la neutralité et l'indépendance reconnues de la Banque. Nourrie d'une connaissance fine de l'économie locale, cette expertise concourt aux missions monétaires de l'Institut d'Émission et s'inscrit dans son objectif global de stabilité économique et financière.

Dans le cadre du Contrat de service public signé avec l'État, ses expertises combinées sont mises à disposition à travers la prestation ACSEL, véritable diagnostic de place ou sectoriel à destination des décideurs professionnels ou des responsables territoriaux.

1.2. Méthodologie

Avertissement méthodologique général concernant ACSEL

Les données de référence de la présente étude sont extraites du fichier bancaire des entreprises FIBEN (données descriptives, comptables et financières sur les entreprises) géré par la Banque de France.

Le référentiel est exclusivement constitué de SA (sociétés anonymes), de SARL (sociétés à responsabilité limitée), de SNC (sociétés en nom collectif), de SAS (sociétés anonymes simplifiées) et de sociétés coopératives soumises à l'impôt sur les sociétés. Les entreprises ainsi sélectionnées doivent présenter un chiffre d'affaires annuel supérieur ou égal à 750 000 Euros.

Les différents indicateurs sont élaborés à partir de ratios moyens ; cette approche peut, dans certains cas, présenter des biais statistiques en raison de la présence d'entreprises de tailles très importantes. Dans ce cas, le client est avisé préalablement de cette situation et peut demander l'exclusion de la (ou des) entreprises concernées de l'échantillon étudié.

La Banque de France s'assure que la composition et la représentativité des échantillons d'entreprises ainsi retenus sont suffisantes pour effectuer une analyse pertinente de leur contenu mais elle n'interfère pas dans le choix du client en matière de champ géographique couvert et/ou de définition de(s) filière(s). Ce choix résulte du seul client en fonction de la problématique propre qu'il souhaite analyser et ne saurait en aucun cas engager la responsabilité de la Banque de France.

Avertissement méthodologique concernant la prestation ACSEL commandée par la C.E.R. Picardie

L'analyse commandée est une analyse de type « filière » sur un échantillon géographique régional composé, à la demande du client, des codes NAFD suivants :

- 41 construction de bâtiments (sauf 41.10 A, B, C & D Promotion immobilière)
- 42 génie civil
- 43 travaux de constructions spécialisés (sauf 43.99E location avec opérateur de matériel de construction), s'apparente au second œuvre.

L'échantillon retenu est constant sur une période de 3 ans consécutifs, sans bornage des valeurs extrêmes ni retraitement autre que celui du cylindrage.

Représentativité de l'échantillon

En termes d'effectifs employés, l'étude ci-après concerne une part prépondérante des effectifs totaux employés dans le secteur :

	échantillon Banque de France	effectifs ASSEDIC	représentativité
constructions de bâtiment	1 393	5 192	26,8 %
génie civil	2 828	3 680	76,8 %
travaux de construction spécialisés	11 808	28 911	40,8 %
Total	16 029	37 783	42,4 %

1.3. Définition des agrégats

- **Valeur ajoutée (VA)** : elle représente l'apport spécifique de l'entreprise dans le processus de transformation d'un produit. C'est la première marge du compte de résultats et son importance conditionne à la rémunération de différents facteurs (personnel, impôts, prêteurs) et le financement de la croissance (autofinancement). L'évolution de la valeur ajoutée dépend de plusieurs éléments et, en particulier, du coût des achats, du volume et des prix de vente.
VA = production de l'exercice - consommations en provenance des tiers.
- **Excédent brut d'exploitation (EBE)** : l'EBE est la ressource première que dégage l'entreprise par la simple mise en œuvre de ses moyens de production (équipement productif et main d'œuvre). C'est un indicateur de performance très pertinent dans la mesure où il n'est pas influencé par les stratégies de financement, de fiscalité ou de distribution des dividendes. L'EBE représente la capacité brute de l'entreprise à générer un profit.
EBE = valeur ajoutée + subventions d'exploitation – impôts, taxes – charges de personnel.
- **Masse salariale** : salaires + charges sociales (salariales et patronales).
- **Taux de valeur ajoutée (VA)** : valeur ajoutée sur chiffres d'affaires.
- **Taux de marge brute d'exploitation (TMBE)** : EBE / production.
Permet d'apprécier la valeur relative de l'EBE.
- **Taux de marge sur approvisionnements** : marge dégagée sur l'achat de matières premières.
- **Capacité d'autofinancement (CAF)** : la CAF mesure l'aptitude de l'entreprise à générer des ressources propres. Elle doit être suffisamment étoffée pour :
 - dans un premier temps, assurer le renouvellement de l'équipement productif (amortissements) et couvrir les risques (provisions) ;
 - dans un deuxième temps, dégager un excédent qui permette à l'entreprise de financer sa croissance (autofinancement).
- **Fonds propres** : capitaux propres et autres fonds propres (titres participatifs, avances conditionnées).
- **Endettement financier** : emprunts à terme auprès des banques et autres prêteurs.

- **Taux d'endettement financier** : endettement financier auprès des Ets de crédit sur capitaux propres appelés.
- **Fonds de roulement net global (FRNG)**: capitaux permanents - immobilisations nettes. Il mesure le risque global de l'entreprise, ainsi que son degré d'indépendance. En effet, il convient de financer ses moyens de production par des capitaux stables.
- **Besoin en fonds de roulement (BFR)** : besoin en fonds de roulement d'exploitation + besoins en fonds de roulement hors exploitation : besoin de financement résultant des décalages entre décaissements et encaissements dus au cycle d'exploitation et aux opérations hors exploitation.
- **Taux d'investissement** : investissements comparés à la valeur ajoutée

2) Situation financière des entreprises de la construction en picardie - période 2005-2007

L'étude fait ressortir une nette progression de l'activité des entreprises de construction sur la période 2005-2007 ainsi qu'un renforcement des effectifs. Malgré la hausse subséquente de la masse salariale qui représente la principale charge des activités du BTP, la rentabilité du secteur n'en a pas été affectée puisque celle-ci s'est développée à un rythme plus rapide que celle de l'industrie.

Compte tenu de cette orientation favorable, les investissements ont progressé mais dans une moindre mesure, même si l'effort s'est globalement intensifié en 2007.

Les structures financières n'ayant guère été étoffées à cette occasion, la plupart des opérations d'investissement ont été réalisées pour l'essentiel par recours à l'emprunt ; ceci a contribué à accroître l'endettement du secteur qui était déjà plus conséquent que celui de l'industrie.

Pour 2008 et encore davantage en 2009, le retournement de la conjoncture pourrait mettre à mal un certain nombre d'entreprises qui n'ont pu se préparer à faire face financièrement à cette nouvelle donne.

2.1. Construction (Bâtiment & Travaux Publics)

Analyse des résultats

Dans un contexte de progression d'activité, la rentabilité d'exploitation s'est maintenue, en dépit d'une légère baisse du taux de valeur ajoutée, et la rentabilité finale s'est accrue en 2007.

Indicateurs d'activité		
	06/05	07/06
Production	9,8 %	10,1 %
Chiffre d'affaires	9,8 %	10,1 %
Effectifs	2,6 %	2,9 %
Valeur ajoutée	8,4 %	7,3 %
Masse salariale	7,9 %	7,2 %
Excédent brut d'exploitation	11 %	7,8 %

- x L'activité du secteur, mesurée par la production et le chiffre d'affaires, a nettement progressé, d'environ 10 % par an sur 2006 et 2007.
- x Les effectifs ont suivi dans une moindre mesure sur la période (5,6 % contre 21% pour la production), permettant au rendement apparent de la main d'œuvre (chiffre d'affaires/effectifs) de s'améliorer de 7 % sur les deux derniers exercices.
- x Le taux de marge sur approvisionnements s'est globalement maintenu sur la période alors que le taux de valeur ajoutée perdait plus d'un point entre 2005 et 2007 : l'alourdissement des charges externes a donc pénalisé la valeur ajoutée.
- x La masse salariale a varié de + 0,8 et + 0,7 %, de façon plus que proportionnelle à celle des effectifs ; son poids dans la valeur ajoutée s'est stabilisé aux alentours de 80 %.
- x La hausse des volumes a généré un excédent brut d'exploitation en progression notable sur les trois années (+ 19,7 %) ; toutefois son évolution est très hétérogène selon les branches (cf. infra).

Indicateurs de performance			
	2005	2006	2007
Chiffre d'affaires par personne	137 k€	147 k€	157 k€
Taux de marge sur approvisionnements	77,4 %	78,5%	77,4 %
Taux de valeur ajoutée	33,6 %	33,1 %	32,3 %
Charges personnel / Valeur ajoutée	80,8 %	80,1 %	80,0 %
EBE / production	5,4 %	5,5 %	5,4 %
Résultat net / production	3,1 %	2,9 %	3,5 %
CAF / production	5,2 %	5,3 %	4,8 %

- X Le taux de rentabilité d'exploitation est resté stable, avoisinant 5,5 % sur la période et démontrant ainsi que le secteur a pu compenser les effets de l'érosion de sa valeur ajoutée en assurant une bonne maîtrise de ses charges internes, notamment les salaires.
- X Le résultat net, après avoir légèrement marqué le pas en 2006, s'est amélioré en 2007 ; par rapport à la production, son taux est passé de 2,9 % à 3,5 % en 2007.
- X La capacité d'autofinancement a baissé de près de 2 points dans le secteur du Génie Civil entraînant une dégradation de cet indicateur pour l'ensemble du secteur.

Analyse des structures financières

Les entreprises ont davantage investi en 2007 et leur financement s'est en priorité appuyé sur l'endettement stable et en complément sur des ressources propres.

Indicateurs de bilan			
	2005	2006	2007
Fonds propres / total bilan	21,1 %	20,0 %	21,0 %
Couverture des BFR	93 %	95,2 %	94,9 %
BFR en jours de chiffre d'affaires	9 j	11 j	10 j
Taux d'endettement financier	32,4 %	31,2 %	37,1 %
Frais financiers / EBE	7,0 %	6,8 %	7,1 %
Taux d'investissement	5,0 %	5,1 %	6,3 %
Degré d'amortissement	65,2 %	65,3 %	63,1 %

- X Sur la période, le poids des fonds propres s'est stabilisé aux alentours de 20 % du total du bilan pour l'ensemble des entreprises.
- X Le taux d'investissement a plus nettement progressé en 2007, encouragé par la poursuite de la croissance mais il est demeuré modeste.
- X L'endettement financier s'est accru en 2007 (+6 points), impacté par la forte progression du secteur du Génie Civil, en parallèle avec l'investissement mais l'incidence des frais financiers sur la capacité bénéficiaire est restée limitée.
- X Les besoins en fonds de roulement, structurellement faibles, ont été globalement bien maîtrisés dans un contexte de croissance d'activité ; cependant leur évolution a été divergente selon les secteurs. En outre leur couverture -qui n'est pas totale- par le FRNG s'est améliorée de près de 2 points.
- X Le degré d'amortissement, qui fournit une approche du niveau de renouvellement des immobilisations, est resté élevé même s'il a eu tendance à se réduire en 2007.

Indicateurs d'activité par secteur en 2006 et 2007

Indicateurs d'activité (en euros courants, variation par rapport à l'année précédente)								
	construction		construction de bâtiments		génie civil		travaux de construction spécialisés	
	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007
Production	+ 9,8 %	+ 10,1 %	+ 14,9 %	+ 7,3 %	+ 16,2 %	+ 8,3 %	+ 6,0 %	+ 11,6 %
Chiffre d'affaires	+ 9,8 %	+ 10,1 %	+ 14,7 %	+ 7,6 %	+ 16,2 %	+ 8,3 %	+ 6,1 %	+ 11,6 %
Effectifs	+ 2,6 %	+ 2,9 %	+ 5,8 %	+ 5,2 %	+ 3,4 %	+ 7,0 %	+ 2,1 %	+ 1,7 %
Valeur ajoutée	+ 8,4 %	+ 7,3 %	+ 13,1 %	+ 8,6 %	+ 8,7 %	+ 7,8 %	+ 7,6 %	+ 7,0 %
Masse salariale	+ 7,9 %	+ 7,2 %	+ 9,1 %	+ 5,0 %	+ 7,5 %	+ 11,7 %	+ 7,8 %	+ 6,1 %
Excédent brut d'exploitation	+ 11,0 %	+ 7,8 %	+ 27,7 %	+ 19,7 %	+ 14,9 %	-10,1 %	+ 6,4 %	+ 11,7 %

Indicateurs de performance et de bilan par type d'activité en 2007

Indicateurs de performance				
	construction	construction de bâtiments	génie civil	travaux de construction spécialisés
CA / personne	156,8 k€	263,0 k€	226,8 k€	127,4 k€
Taux de marge / approv.	77,4 %	84,3 %	86,4 %	71,8 %
Taux de valeur ajoutée	32,3 %	22,6 %	26,2 %	37,3 %
Charges de personnel / VA	80,0 %	69,9 %	80,7 %	81,3 %
EBE / production	5,4 %	6,0 %	4,0 %	5,8 %
Frais financiers / EBE	7,1 %	4,7 %	5,7 %	8,2 %
Résultat net / production	3,5 %	3,7 %	3,2 %	3,5 %
CAF / production	4,8 %	4,8 %	2,9 %	5,7 %
Indicateurs de bilan				
Fonds propres / total bilan	21,0 %	20,2 %	12,8 %	25,6 %
Couverture des BFR	94,9 %	NC	87,0 %	96,9 %
BFR en jours de CA	10 j	NC	9 j	32 j
Endettement financier	37,1 %	28,4 %	86,4 %	25,0 %
Taux d'investissement	+6,3 %	+3,2 %	+6,0 %	+6,8 %
Taux d'amortissement	63,1 %	66,8 %	62,3 %	62,9 %

L'activité du secteur a été tirée en 2007 par les travaux de construction spécialisés qui ont pris le relais de la construction de bâtiments et surtout du génie civil qui avaient réalisé les meilleures performances en 2006.

Bénéficiant d'un chiffre d'affaires par tête conséquent qui s'est conforté sur la période, la construction de bâtiments et le génie civil ont constitué les branches les plus dynamiques en matière de recrutements et de progression de la masse salariale.

La bonne tenue de la rentabilité d'exploitation du secteur a surtout été imputable aux progressions enregistrées dans la construction de bâtiments en 2006 et 2007.

Les entreprises du génie civil, dont les fonds propres ne couvrent qu'une faible partie de leur actif, contribuent à amoindrir les ratios de structure du secteur ; ces entreprises sont les plus endettées sur la période considérée.

Comparaison des performances des entreprises du BTP et de l'industrie en Picardie

	BTP		Industrie	
	2006	2007	2006	2007
Variation de la production	9,8 %	10,1 %	6,6 %	5,3 %
Variation du CA	9,8 %	10,1 %	6,1 %	5,2 %
Variation de la valeur ajoutée	8,4 %	7,3 %	1,0 %	2,3 %
Taux de valeur ajoutée	33,1 %	32,3 %	23,7 %	23,1 %
Taux de variation des effectifs	2,6 %	2,9 %	-1,3 %	-3,4 %
Excédent brut d'exploitation / CA	5,5 %	5,4 %	5,4 %	6,0 %
BFR en jours de CA	11 j	10 j	59 j	62 j
Taux d'endettement financier	31,2 %	37,1 %	19,4 %	4,6 %

La progression du chiffre d'affaires du secteur a été plus soutenue que celle de l'industrie sur la période étudiée ; ce différentiel d'évolution est encore plus marqué pour la valeur ajoutée et constitue un point fort en dépit de la légère érosion de son taux en 2007.

Le secteur a préservé ses emplois et les a même légèrement fait progresser, ce qui n'est pas le cas des effectifs industriels, en diminution.

Par contre la rentabilité d'exploitation de la construction n'a guère varié alors que celle de l'industrie s'est améliorée en 2007.

De même, la tendance est plutôt à l'accroissement de l'endettement dans le secteur alors que l'industrie a enregistré un mouvement inverse.

2.2. Construction de bâtiments

Analyse des résultats

La construction de bâtiments a bénéficié d'un contexte économique favorable durant les deux derniers exercices ; la branche a réalisé les plus forts taux de progression d'activité et de valeur ajoutée du secteur, ce qui a contribué à une amélioration de la rentabilité d'exploitation et une progression en volume de la capacité d'autofinancement.

Indicateurs d'activité		
	06/05	07/06
Production	+ 14,9 %	+ 7,3 %
Chiffre d'affaires	+ 14,7 %	+ 7,6 %
Effectifs	+5,8 %	+ 5,2 %
Valeur ajoutée	+ 13,1 %	+ 8,6 %
Masse salariale	+ 9,1 %	+ 5 %
Excédent brut d'exploitation	+ 27,7 %	+ 19,7 %

- x L'activité de la branche a nettement progressé en 2006 et elle s'est confortée en 2007 pour atteindre sur la période une croissance de plus de 23 %.
- x Le taux de marge sur approvisionnements s'est détérioré en 2007. Cette évolution n'a toutefois que faiblement affecté le taux de valeur ajoutée qui est demeuré quasiment stable sur la période.
- x La hausse d'activité a induit un renforcement des effectifs conséquent, de plus de 11 % sur la période, le plus important du secteur. Dans le même temps, le rendement apparent des effectifs a augmenté, dénotant l'opportunité de ces embauches.
- x La progression de la masse salariale a été supérieure à l'évolution des effectifs en 2006 mais la tendance s'est favorablement inversée en 2007.

Indicateurs de performance			
	2005	2006	2007
Chiffre d'affaires par personne	237 k€	257 k€	263 €
Taux de marge sur approvisionnements	86,9 %	87,9 %	84,3 %
Taux de valeur ajoutée	22,7 %	22,4 %	22,6 %
Charges personnel / valeur ajoutée	75,2 %	72,6%	69,9 %
EBE / production	4,8 %	5,4 %	6,0 %
Frais financiers / EBE	7,2 %	5,4 %	4,7 %
Résultat net / production	3,4 %	3,7 %	3,7 %
CAF / production	4,5 %	4,5 %	4,8 %

- x La rentabilité d'exploitation s'est améliorée sur les trois années, très nettement en volume sur la période (+ 52 %), mais aussi en taux et de façon régulière.
- x Bénéficiant, certes dans une moindre mesure, de cette évolution favorable, la rentabilité finale des entreprises de la branche s'est également confortée.

Analyse des structures financières

Les investissements de la branche n'ont pas suivi le même rythme d'évolution que l'activité ; ceux-ci sont restés limités, permettant un sensible désendettement. Les structures financières se sont ainsi améliorées.

Indicateurs de bilan			
	2005	2006	2007
Fonds propres/total bilan	17,2 %	18,4 %	20,2 %
Couverture des BFR	NC	NC	NC
Taux d'endettement financier	52,2 %	38,6 %	28,4 %
Taux des Investissements	4,6 %	2,9 %	3,2 %
Degré d'amortissement	67,2 %	67,5 %	66,8 %

- ✗ Les fonds propres des entreprises de la construction ont été régulièrement étoffés sur les trois derniers exercices, bénéficiant de la progression des résultats
- ✗ Cette évolution favorable a permis un désendettement de forte ampleur ; d'où un taux d'endettement relativement faible en 2007.
- ✗ Les investissements sont demeurés modestes par rapport au taux de croissance de l'activité.
- ✗ Le degré d'amortissement des immobilisations qui fournit une approche du niveau de renouvellement des immobilisations a été le plus élevé du secteur et est demeuré aux alentours de 67 % sur la période, corollaire de la faiblesse de l'investissement.

2.3. Travaux de construction spécialisés

Analyse des résultats

Dans un contexte de progression d'activité plus faible que celui du secteur et avec des recrutements plus limités, la branche est parvenue à maintenir sa rentabilité en dépit d'une dégradation de son taux de valeur ajoutée.

Indicateurs d'activité		
	06/05	07/06
Production	+ 6,0 %	+ 11,6 %
Chiffre d'affaires	+ 6,1 %	+ 11,6 %
Effectifs	+ 2,1 %	+ 1,7 %
Valeur ajoutée	+ 7,6 %	+ 7,0 %
Masse salariale	+ 7,8 %	+ 6,1 %
Excédent brut d'exploitation	+ 6,4 %	+ 11,7 %

- x L'activité de la branche est celle qui a connu le taux de progression le plus modeste du secteur sur la période (+ 18,3 % contre + 23,3 % pour la construction et + 25,8 % pour le génie civil). Cette tendance s'est inversée en 2007, année où la branche a affiché la meilleure performance dans ce domaine.
- x Le taux de marge sur approvisionnements s'est amoindri en dernière année.
- x La valeur ajoutée a augmenté en volume, mais son taux s'est contracté sur la dernière année en raison de la progression plus accentuée des charges externes. Néanmoins la construction spécialisée reste la branche qui dégage encore le meilleur ratio : autour de 38 % contre 22 % pour la construction et 26 % pour le génie civil.

Indicateurs de performance			
	2005	2006	2007
Chiffre d'affaires par personne	111,8 k€	116,2 k€	127,4 k€
Taux de marge sur approvisionnements	72,4 %	74,1 %	71,8 %
Taux de valeur ajoutée	38,3 %	38,9 %	37,3 %
Charges personnel / valeur ajoutée	82,0 %	81,8 %	81,3 %
EBE / production	5,8 %	5,8 %	5,8 %
Frais financiers / EBE	7,7 %	8,0 %	8,2 %
Résultat net / production	3,3 %	3,3 %	3,5 %
CAF / production	5,7 %	5,7 %	5,7 %

- x Malgré une progression des effectifs beaucoup plus limitée que dans les autres branches (+ 3,8 % contre plus de 10 %), l'évolution des charges salariales a été presque similaire à celle des autres activités. Il en est résulté une augmentation plus modérée en volume de l'EBE ; il en est également résulté une stabilité du taux de rentabilité d'exploitation qui reste toutefois, surtout en raison de la nature de l'activité, bien positionné comparativement à celui des autres branches (5,8 % en 2007 contre 6 % pour la construction et 4 % pour le génie civil).
- x Partant d'une rentabilité d'exploitation mieux positionnée, la rentabilité finale a rejoint celle du secteur et s'est légèrement améliorée en 2007.

Analyse des structures financières

Les structures financières ont peu évolué et sont demeurées plutôt satisfaisantes cependant que la branche consentait un effort d'investissement plus marqué que celui du secteur.

Indicateurs de bilan			
	2005	2006	2007
Fonds propres / total bilan	26,6 %	25,1 %	25,6 %
Couverture des BFR	95,8 %	96,4 %	96,9 %
BFR en jours de CA	25 j	28 j	32 j
Taux d'endettement financier	25,6 %	25,3 %	25 %
Taux des investissements	4,8 %	5,3 %	6,8 %
Degré d'amortissement	65,9 %	66,0 %	62,9 %

- ✕ Cette branche est la plus capitalisée en fonds propres et a maintenu son avantage sur la période. Le ratio a toutefois subi une légère dégradation en 2006 qui n'a pas totalement été compensée en 2007, et ce contrairement à la tendance à l'amélioration constatée dans le secteur.
- ✕ L'effort d'investissement a été le plus important du secteur et s'est accru pour atteindre près de 7 % en 2007 ; son impact sur le degré d'amortissement des immobilisations est perceptible en 2007 puisque celui-ci passe de 66 % à 62,9 %.
- ✕ Le taux d'endettement est resté stable aux alentours de 25 % ce qui suggère un large autofinancement de l'investissement.

2.4. Génie civil

Analyse des résultats

La croissance d'activité n'a pas profité à la rentabilité d'exploitation qui s'est amoindrie, la branche se révélant ainsi la moins bien positionnée du secteur.

Indicateurs d'activité		
	06/05	07/06
Production	+ 16,2 %	+ 8,3 %
Chiffre d'affaires	+ 16,2 %	+ 8,3 %
Effectifs	+ 3,4 %	+ 7,0 %
Valeur ajoutée	+ 8,7 %	+ 7,8 %
Masse salariale	+ 7,5 %	+ 11,7 %
Excédent brut d'exploitation	+ 14,9 %	-10,1 %

- x L'activité a été particulièrement bien orientée en 2006 et la hausse s'est poursuivie à un rythme un peu moins soutenu en 2007 pour aboutir sur la période à la progression la plus élevée du secteur (25,8 % contre 23,3 % pour la construction et 18,3 % pour les travaux spécialisés)

Indicateurs de performance			
	2005	2006	2007
Chiffre d'affaires par personne	199,4 k€	224,0 k€	226,8 k€
Taux de marge sur approvisionnements	84,6 %	83,3 %	86,4 %
Taux de valeur ajoutée	28,1 %	26,3 %	26,2 %
Charges personnel / valeur ajoutée	79,3 %	77,9 %	80,7 %
EBE / production	4,9 %	4,8 %	4,0 %
Frais financiers / EBE	4,8 %	4,3 %	5,7 %
Résultat net / production	2,4 %	1,8 %	3,2 %
CAF / production	4,5 %	5,0 %	2,9 %

- x Le taux de marge sur approvisionnements s'est globalement amélioré ; ceci ne s'est pas répercuté sur le taux de valeur ajoutée qui a conservé un niveau structurellement plus bas que celui du secteur.
- x Les recrutements, particulièrement importants de 2007, ont induit une nette hausse de la masse salariale qui a consommé près de 81% de la valeur ajoutée, se rapprochant ainsi du taux observé dans les travaux spécialisés (81,3 %).
- x Cette progression de la principale charge a contribué à amoindrir la rentabilité d'exploitation qui a perdu 0,8 point en 2007 pour se situer à 4 %, moins bonne performance du secteur.
- x Les frais financiers sont restés modestes en regard de l'EBE mais l'affaiblissement de la rentabilité d'exploitation a mécaniquement détérioré ce ratio.
- x Malgré la baisse de la rentabilité d'exploitation, le taux de rentabilité finale s'est rétabli en 2007 pour atteindre un niveau un peu inférieur à celui du secteur.

Analyse des structures financières

La structure financière de la branche, déjà plus fragile en début de période que celle des autres activités du bâtiment, s'est alourdie.

Indicateurs de bilan			
	2005	2006	2007
Fonds propres / total bilan	12,4 %	11,2 %	12,8 %
Couverture des BFR	9 j	19 j	9 j
BFR en jours de CA	88,2 %	94,4 %	87,0 %
Taux d'endettement financier	48,2 %	50,4 %	86,4 %
Taux des investissements	5,7 %	5,5 %	6,0 %
Degré d'amortissement	62,8 %	62,5 %	62,3 %

- ✗ Les fonds propres, nettement moins étoffés que ceux de l'ensemble du secteur, apparaissent intrinsèquement faibles en regard de l'actif à financer. Le ratio s'est toutefois maintenu sur la période malgré la dégradation de 2006.
- ✗ L'effort d'investissement de la branche a été le plus constant et assez soutenu comparativement au secteur, son taux variant entre 5,5 % et 6 % sur la période.
- ✗ L'endettement financier s'est notablement accru en 2007. Cette évolution est à relier à l'augmentation des dépenses d'investissement et des besoins en fonds de roulement.